

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Édition Quotidienne. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ÉTATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00 POUR L'ÉTRANGER... \$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.25

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Édition Hebdomadaire. Un An. 6 Mois. 4 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ÉTATS-UNIS... \$3.00 \$1.50 \$1.00 \$0.50 POUR L'ÉTRANGER... \$4.00 \$2.00 \$1.50 \$1.00

# L'Abeylle de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 23 OCTOBRE 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS PUBLISHING CO., LIMITED. Bureau: 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

## SOMMAIRE.

Un Poète, suite, J. Gentil. La femme aux yeux fixes. Les séismographes. Le Socialisme, suite, Yan de Lesca. Les oubliés. Guillaume II, poésies, J. G. La mode. Un été à la Grand'Île, feuilleton. Mondanités, Chiffon. L'Actualité, etc., etc.

### Un débouché sur le Nil.

St-Petersbourg, Russie, 22 octobre.—Dans un article le «Novoye Vremya» exprime le désir d'un règlement amical basé sur une compensation donnée à la France par la concession d'un débouché sur le Nil; et ce journal ajoute que la France ne devrait pas demander plus.

### Envoi du général Whittier à Paris.

Manille, Philippines, 22 octobre.—Le général Whittier, percepteur des douanes à Manille, a reçu l'ordre de se rendre à Paris, où il sera entendu par les plénipotentiaires de paix américains.

### La guerre en Transvaal.

Prétoria, Transvaal, 22 octobre.—Les Cafres de Magoto ont été repoussés par les Burghers envoyés contre eux. Les Burghers ont forcé les Cafres à se réfugier dans les montagnes. Plusieurs natifs ont été tués. L'artillerie des Burghers a fait des ravages, tandis qu'ils n'ont éprouvé aucune perte. Le fait que les natifs ont attaqué les Burghers est considéré comme une déclaration de guerre.

### Suite dépêches autres pages

## L'AFFAIRE

# FACHODA.

### LE LIVRE BLEU.

Le gouvernement anglais vient de publier un Livre Bleu sous ce titre: *Correspondance avec le gouvernement français au sujet de la vallée supérieure du Nil*. Il comporte vingt-et-une pages, dont douze sont consacrées à la correspondance proprement dite et neuf à un appendice formé de cinq documents rétrospectifs.

Ces cinq documents ont trait à des négociations des deux gouvernements français et anglais au sujet de la vallée du Nil: d'une part, le Foreign-Office a affirmé depuis le premier jour ses droits exclusifs et ceux de l'Égypte sur la vallée supérieure du Nil; d'autre part, la France a demandé vainement à l'Angleterre de préciser, et la mission Marchand fut décidée dans ces conditions.

Le fait acquis à Fachoda gêne visiblement l'Angleterre. L'analyse du Livre Bleu, quant aux négociations conduites à Paris par M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, et sir Edmund Monson, ambassadeur d'Angleterre, montre que le Foreign-Office entend réclamer le rappel du commandant Marchand. Le gouvernement français s'y prêterait-il? Nous espérons que non.

### MONDE.

### L'excitation à Londres.

Londres, 22 octobre.—L'excitation causée par la question de Fachoda a conduit ce matin un Irlandais à briser d'un coup de parapluie une fenêtre des bureaux du «Punch», rue Fleet, où se trouvait un dessin représentant John Bull menaçant un «joueur d'orgue français qui ne s'en allait pas après en avoir reçu l'ordre.

L'Irlandais a crié «Vive la France» en cassant les vitres. Il a été arrêté.

Quand on lui a demandé s'il était Français le prisonnier a répondu: Non, je suis Irlandais; si j'étais Français la maison n'existerait plus.

### A la Bourse de Paris.

Paris, France, 22 octobre.—La Bourse a été agitée aujourd'hui au début, mais l'inquiétude causée par l'incident de Fachoda a subséquentement disparu. Les boursiers étaient quelque peu déconcertés. Les valeurs nationales sont restées fermes, ainsi que les valeurs turques, et le Rio-Tinto était à la hausse à la clôture.

chercher querelle; mais l'Angleterre ayant donné un avertissement il y a déjà longtemps, je ne vois pas comment on s'étonnerait maintenant si nous éprouvons du ressentiment pour une démarche que nous avons prévenue la France de ne pas faire.

La conversation, conclut l'ambassadeur, a été parfaitement calme des deux côtés. Revenant sur sa dépêche du 18 septembre, au sujet de sa conversation avec M. Delcassé, sir Edmund Monson écrit, le 22 septembre, que M. Delcassé n'a pas dit explicitement que M. Liotard, chargé du développement du Congo français, dans le Nord-Est ait chargé le capitaine Marchand d'une mission politique.

Quand j'eus assuré M. Delcassé que l'Angleterre ne transigerait pas, que si Marchand avait occupé Fachoda, la situation était très grave, M. Delcassé m'écouta avec une grave attention; mais il répondit que, si les deux gouvernements discutaient avec calme et un désir sincère d'éviter un conflit, on arriverait certainement à une solution pacifique et satisfaisante.

—La France, disait M. Delcassé, ne cherche pas de querelle. Tous les membres du gouvernement désirent de bonnes relations avec l'Angleterre. Si ce désir est partagé de l'autre côté de la Manche (où le ton de la presse anglaise lui inspire des

riense, il avait envoyé son vapeur dans le Sud pour chercher des renforts.

Marchand ajoutait que l'arrivée du général Kitchener avait empêché une nouvelle attaque. M. Marchand et M. Germain étant montés à bord du vapeur du général Kitchener, le général les informa que la présence d'une troupe française à Fachoda et dans la vallée du Nil devait être considérée comme une violation directe des droits de l'Égypte et du gouvernement anglais.

Le général Kitchener ajoute: J'ai protesté dans les termes les plus énergiques contre l'occupation de Fachoda et l'érection du drapeau français dans les territoires du Khédive. En réponse, M. Marchand me dit qu'il avait reçu des ordres précis pour l'occupation du pays et l'érection du drapeau français à Fachoda; enfin, qu'il ne pouvait pas se retirer sans des ordres de son gouvernement.

Je lui demandai alors si, en présence d'une force supérieure, il était disposé à résister à l'érection du drapeau égyptien. Il hésita et répondit qu'il ne pouvait pas résister. Le drapeau égyptien fut arboré à 500 mètres au sud du drapeau français, sur un bastion en ruines qui commande la seule route qui conduise à l'intérieur de la position française, laquelle est entière-

Vous pouvez employer un forgeron pour arracher vos dents. Vous pouvez employer un charpentier pour peindre votre maison—MAIS VOUS NE LE VOULEZ PAS—ET VOILA POURQUOI LORSQUE VOUS VOULEZ D'UN TAPIS VOUS ALLEZ NATURELLEMENT A UN MAGASIN DE TAPIS. Chaque homme à sa partie—et notre partie à nous est de vendre des Tapis. Nous sommes ce que l'on nomme des spécialistes. Consultez-nous.

## LEOPOLD LEVY

Et nous donnons des TRADING STAMPS ||| 723 Rue du Canal.

23 oct. 17

avec M. Delcassé. Le ministre des affaires étrangères lui a déclaré qu'il avait communiqué à ses collègues tous les détails qui lui étaient connus au sujet de la question de Fachoda. M. Delcassé dit qu'il est assez naturel que le gouvernement de la république désire recevoir le rapport de M. Marchand.

Pour gagner du temps, M. Delcassé m'a prié de vous demander de consentir à ce qu'une dépêche soit envoyée par l'agent français du Caire à Khartoum, pour de là être portée à Fachoda par la voie du Nil. Cette dépêche pourra être rédigée en clair, si le gouvernement anglais le désire; elle chargera M. Mar-

Son Excellence en ce qui concerne la transmission de ce message n'implique pas la moindre modification aux vues déjà exprimées par lui. Vous ajouterez qu'aussi bien à l'époque de la domination mahdiste que de la domination égyptienne, la république ou on a trouvé M. Marchand n'a jamais été sans propriétaire, et que, aux yeux du gouvernement de Sa Majesté, l'expédition de M. Marchand, avec une escorte de cent Sénégalais, n'a pas d'effet politique et qu'aucune signification politique ne pourrait y être attachée.

Tel est l'état de la question.

Naturellement la presse anglaise embouche son clairon. Le Times dit:

Nous ne voulons pas exagérer le danger de la situation; nous espérons que les Français prouveront par leurs actes qu'ils sont sérieusement animés de cette idée de conciliation dont ils parlent si souvent.

Mais d'un autre côté, nous ne dissimulons pas que lord Salisbury a pris dans cette affaire une position telle qu'il lui est impossible de compter se retirer.

L'un des deux gouvernements doit céder, et ce ne peut être le gouvernement britannique.

Le Times, en terminant, exprime la conviction que le bon sens de la nation française reconnaîtra qu'il est impossible de soutenir une revendication basée sur les exploits du commandant Marchand.

Le Daily News dit que lord Salisbury doit insister pour le rappel du commandant Marchand.

Le Daily Graphic réclame aussi le rappel de la mission Marchand.

Refuser ce rappel, dit le journal anglais, serait déclarer que notre situation en Egypte est illégale.

Le Daily Telegraph dit, de son côté, qu'il ne reste plus au gouvernement qu'à obtenir le retour du commandant Marchand dont la situation, estime-t-il, n'est pas tenable ni défendable au point de vue politique.

Le Morning Post objecte ironiquement que le gouvernement français a admis que l'occupation effective est le seul moyen de prévenir les difficultés. «Nous espérons, ajoute-t-il, que le gouvernement fera occuper effectivement et dans le plus bref délai possible toute la région sinécure entre Fachoda et les grands lacs.»

Le Daily Mail dit que le gouvernement français veut remettre sur le tapis toute la question d'Egypte, mais que l'Angleterre pourrait bien, de son côté, rappeler la question de Tunisie.

Le Standard veut croire que la France acceptera l'offre des autorités égyptiennes de transporter le commandant Marchand et sa mission au Caire. Tout retard, dit-il, ne peut qu'ajouter aux souffrances de cette brave petite expédition. Excellent Standard.

Que va-t-il se passer? Le gouvernement français obéira-t-il aux injonctions du Foreign-Office et de la presse anglaise, ou maintiendra-t-il les droits du premier occupant? On ne tardera sans doute pas à nous le dire. L'heure est passée des tergiversations, et l'opinion publique jugerait sévèrement, à n'en pas douter, tout acte de faiblesse. Il ne se peut pas que l'héroïsme du commandant Marchand et de ses soldats se soit dépensé en pure



LA MISSION MARCHAND A FACHODA.

doutes à cet égard), il ne peut pas y avoir de danger.

Je répondis que l'Angleterre n'avait pas le désir de chercher querelle à la France, mais que je ne gagnerais rien en lui dissimulant la gravité de la situation à mes yeux, vu la détermination irrévocable de l'Angleterre à défendre des droits dont la justice absolue lui paraissait indiscutable.

«Naturellement, j'ai évité d'employer des expressions qui pussent paraître comme des menaces; mais, à part cela, j'ai fait de mon mieux pour que la déclaration d'impossibilité pour la France de rester à Fachoda fut aussi claire et aussi nette que des mots peuvent l'exprimer.

Le 25 septembre le général Kitchener télégraphie de Fachoda. Marchand lui a dit qu'il était arrivé le 10 juillet; qu'il avait l'ordre de son gouvernement d'occuper le Bahr-el-Ghazal jusqu'au confluent du Bahr-el-Jebel et le pays chillook, sur la rive gauche du Nil Blanc, jusqu'à Fachoda; qu'il avait conclu un traité de protectorat avec le pays chillook et avait envoyé ce traité à son gouvernement par l'Abyssinie et par le Bahr-el-Ghazal pour être ratifié.

Marchand raconta son combat du 25 août avec les deviches et dit que, dans l'attente d'une nouvelle attaque plus sé-

ment entourée au nord par des marais infranchissables.

Le 26 septembre, M. Renell Rodd informe lord Salisbury qu'il a reçu une dépêche du sirdar annonçant qu'un vapeur va partir pour Fachoda et pour le Sobat.

Le sirdar espère qu'avant le départ du steamer le gouvernement français aura fait connaître sa décision au sujet de l'expédition commandée par M. Marchand.

Le 26 septembre, sir Edmund Monson informe lord Salisbury qu'il a communiqué à M. Delcassé la traduction française des deux dépêches de M. Renell Rodd datées du 25 septembre, mais qu'il ne lui en a pas laissé copie.

M. Delcassé, dit sir E. Monson, m'a répondu qu'il ne pouvait rien faire sans consulter ses collègues; il m'a demandé de lui laisser l'aide-mémoire que dans une dépêche précédente, je vous demandai la permission de lui communiquer.

J'espère, ajoute sir E. Monson que, sur votre autorisation, cette communication pourra lui être faite à temps pour le conseil de cabinet qui aura lieu demain après-midi.

chard d'envoyer immédiatement un de ses officiers au Caire avec une copie de son rapport pour la remettre à l'agent diplomatique français qui la transmettra télégraphiquement à Paris.

J'ai demandé à M. Delcassé si je devais conclure que le gouvernement français avait décidé de ne pas rappeler Marchand avant d'avoir reçu son rapport. Je lui ai fait remarquer que Marchand lui-même était désireux de sortir d'une position qui semblait une position difficile.

J'ai enfin insisté pour qu'il me dise s'il refusait de rappeler Marchand immédiatement.

M. Delcassé, après avoir réfléchi, a répondu qu'il était prêt à discuter la question dans un esprit de conciliation, mais que je ne devais pas lui demander l'impossible.

Lord Salisbury donne l'autorisation de télégraphier en langage chiffré à Marchand. Le 3 octobre, lord Salisbury télégraphie à sir Edmund Monson.

Je prie Votre Excellence d'informer le ministre français des affaires étrangères que, conformément à son désir, son message à M. Marchand a été transmis à Khartoum et sera envoyé de là à sa destination. Afin d'éviter tout malentendu, vous déclarerez à M. Delcassé que le fait que le gouvernement de Sa Majesté s'est rendu au désir de

## THEATRES.

### HOPKINS

ST-CHARLES. Charles E. Davis. Grand succès.

Le Théâtre des Sonnettes. Deux Représentations par jour. Dimanche matin.

Matinées à 1-30. Soirées à 8. Les portes ouvriront à 1 h. et 7-15.

La Hopkins Stook Company. Dans une délicieuse production de

### “OUR BOYS”

Une Comédie brillante et dure. PAR HENRY J. BYRON.

### PAPINTA,

En effets de lumière et de couleurs extraordinaires.

Carter Bonnie DeHAVEN et MAIE. ÉQUISSES JUVENILES.

T. NELSON DOWNS, “KING OF COINS”.

### PETE BAKER,

LE COMÉDIEN ALLEMAND FAVORI.

### BIOGRAPHE

Américain avec nouveaux Tableaux de la Guerre.

Un Théâtre Houquetement Annoncé. Donnant une Représentation de \$1.50 par les trois soirs.

Le Parquet entier... 30c. Les Secondes... 20c. Galeries... 10c.

Ceux qui ne sont pas réservés. Prenez les places que vous voudrez.

Premières... 50c. Singes dans les Loges... 75c. Ceux qui ne sont pas réservés et peuvent être réservés à l'avance.

AVIS: Hopkins Académie de Musique ouvrira le 6 novembre avec la Murray Lane Opera Company.

23 oct.—17

### LE TULANE

Parfait pour la Saison de la Soirée et la Voie. Engagement de N. C. GOODWIN.

WILL WAKEFIELD ELLIOTT. Lord, Mardi et Samedi. Le SON ET LA VOIE.

LE BUREAU DE LA SÉRIÉ. Parfait pour la Saison de la Soirée et la Voie. Engagement de N. C. GOODWIN.

LE BUREAU DE LA SÉRIÉ. Parfait pour la Saison de la Soirée et la Voie. Engagement de N. C. GOODWIN.

### THE GREAT UNKNOWN

(Le Grand Inconnu). Prix... 10-25-50-75c. Matinées 25c dans toutes les parties de la salle.

Dimanche, 30 oct.—A Gilded Foot. 23 oct.—17

### GRAND OPERA HOUSE.

Quatrième semaine de la “Greenwall Stock Co.” Présentant pour la première fois en cette ville la plus brillante des comédies d'Espagne.

### THE GREAT UNKNOWN

(Le Grand Inconnu). Prix... 10-25-50-75c. Matinées 25c dans toutes les parties de la salle.

Dimanche, 30 oct.—A Gilded Foot. 23 oct.—17

perte. Encore une fois, il y va de l'honneur du drapeau: nul n'a le droit, aujourd'hui moins que jamais, de l'oublier, et nous avouons avoir pleine confiance sur ce point.

Il convient, d'ailleurs, de s'approprier une dépêche de Londres, d'après laquelle il ne faut pas voir, dans l'arrivée des Français et des Anglais sur le Haut-Nil, deux politiques qui se combattent et qui s'excluent nécessairement, mais plutôt deux intérêts de premier ordre, politique et surtout commercial, qui doivent être soigneusement définis, en donnant lieu à une entente.